

Iran : espoirs déçus et risques de crises nucléaire ou terroriste dans la région

Résumé de la conférence de **Bernard HOURCADE**¹ les 16 et 17 octobre 2018.

La signature, le 14 juillet 2015 à Vienne, d'un accord entre la République islamique d'Iran et six grandes puissances – réunies sous l'égide de l'Union européenne - sur la limitation du programme nucléaire iranien a été salué en Iran comme le commencement d'une nouvelle ère : celle de la sortie de 40 ans d'isolement et de l'ouverture économique et culturelle à l'international, d'un espoir de vie meilleure, de « la fin de la guerre froide » avec les USA et de la rivalité incessante avec l'Arabie.

Cependant cet espoir fut de courte durée. D'une part, parce qu'on ne revient pas facilement sur 40 années de méfiance à l'encontre du régime des mollahs, coupable d'animer un réseau terroriste à l'échelle mondiale, d'être en relations étroites avec des puissances mises au banc de la communauté internationale (telle la Syrie) et auteur d'humiliations profondes (les 444 jours de prise d'otages de l'Ambassade US à Téhéran) ; d'autre part, parce que l'Iran n'est de loin pas l'Eldorado escompté : population affaiblie par plusieurs décennies cumulatives de paupérisation, appareil économique et infrastructure bancaire et financière très éloignés des standards internationaux, absence d'état de droit, clivages politiques internes profonds, gouvernance opaque.

Tout ceci intervenant sur fond de 40 années de relations internationales de l'Occident dans la région du Moyen-Orient marquée par la diabolisation de l'Iran, le choix d'un « bon islam » (sunnite et salafiste)² et la mise sous dépendance pétrolière et financière des pays du Golfe.

L'islam iranien rattrapé par le nationalisme

De fait, l'Iran des années postrévolutionnaires est traversé par des rapports de force nouveaux entre les défenseurs des acquis de la révolution mobilisés autour d'un nationalisme dénué d'impérialisme, mais hostiles à l'ouverture - pour l'essentiel, une élite composée de la seconde génération des gouvernants ayant réussi à « monétiser la pénurie » par l'instauration de la corruption et de la contrebande induits par l'isolement international – et, d'autre part, une nouvelle classe moyenne consciente de la décrédibilisation de l'islam politique, désireuse d'ouverture et de reconnaissance internationale, souhaitant une amélioration matérielle de ses conditions de vie, plutôt que d'obtenir le renversement du régime.

Ce nexus a été illustré par les manifestations (« émeutes spontanées ») de 2017 et de janvier 2018 : importants mouvements de rue à Téhéran et dans les grandes villes mais ni répression,

¹ **Bernard HOURCADE** est géographe, directeur de recherche émérite au CNRS. Ancien directeur de l'Institut Français de recherche en Iran pendant la révolution islamique (de 1978 à 1993), puis fondateur et directeur de l'équipe de recherche CNRS « Monde iranien » (de 1993 à 2005), il a effectué, souvent en collaboration avec ses collègues iraniens, des recherches sur les conséquences politiques des transformations de la société iranienne, la ville de Téhéran et la géopolitique de l'Iran.

² Notons que l'Islam n'est devenu un problème politique en France que depuis que le financement de la formation des imams et des lieux de culte a été progressivement laissé aux milieux salafistes soutenus par l'étranger, notamment l'Arabie Saoudite, soit depuis les années '80.

ni révolution et pas de coagulation du mécontentement : en effet, si les émeutes violentes de 2009 étaient le fait d'une bourgeoisie dépossédée par les fraudes électorales et la répression sociale, les mouvements populaires du début 2018 sont animés par cette nouvelle classe moyenne formée par les progrès de l'éducation, l'émancipation des femmes, les récompenses accordées après la guerre d'Irak et enhardie par les errements de la politique américaine en Asie centrale et au Moyen-Orient.

L'opposition US-Iran est profonde

C'est dans ce contexte d'incertitude généralisée qu'intervient le rejet, par l'Amérique, de l'accord de juillet 2015, intervenu le 8 mai 2018. Cette décision – porteuse de 12 conditions inacceptables ou irréalisables par l'Iran – n'est que la concrétisation d'une forte réticence américaine à normaliser sa relation et à libéraliser les échanges avec l'Iran. Cette réticence n'est pas seulement imputable au Président Trump ; dès la signature de l'accord de 2015, le Congrès US avait émis de fortes réserves et imposé une ratification conditionnelle de l'accord, dont il était résulté une levée très partielle des sanctions (seul le volet nucléaire avait été réalisé), assortie du maintien de l'embargo sur les échanges commerciaux, la prorogation du gel des avoirs iraniens à l'étranger (US\$ 150 Mds), l'interdiction des transferts financiers et les pénalités infligées aux acteurs économiques mondiaux contournant l'interdiction américaine ; enfin, le black-listage des personnalités comme des entreprises iraniennes.

La décision américaine du 8 mai 2018 apparaît donc comme une déclaration de guerre économique à l'Iran. Prise au mépris du droit international - et accentuée par une application extraterritoriale du droit américain des sanctions économiques qui porte atteinte à la souveraineté de tous les pays (et acteurs) détenteurs de US\$ -, elle risque de plonger l'Iran dans une longue période d'instabilité politique et de débâcle économique. Bien que n'ayant pas la puissance économique pour rétablir le potentiel économique iranien, les pays non-occidentaux tels la Chine, la Russie et l'Inde auront porte ouverte sur ce marché potentiellement très porteur...

Quels risques ?

L'Iran est depuis le XIXe siècle rentré dans ses frontières du XVIe ; ce n'est pas une puissance impérialiste et ce pays n'a jamais, au cours de son histoire moderne, réussi à consolider une sortie militaire de ses frontières³. Pour alléger son isolement dans un environnement hostile, la République issue de la révolution de 1979 a valorisé trois moyens : le nationalisme islamique comme idéologie fédératrice en interne ; l'opposition radicale à Israël comme levier d'appropriation par le monde arabe ; une politique d'appui aux îles de l'archipel chiite⁴ pour dissuader les « ennemis occidentaux » et les puissances arabes sunnites par des oppositions armées et l'usage de l'arme terroriste.

Par ailleurs, l'opacité de la vie politique iranienne et l'attentisme des différents acteurs, ne permettent pas d'envisager à court terme un arbitrage entre la tendance

³ Depuis l'Empire de Perse, l'Iran n'a pas cherché à conquérir des territoires, mais seulement à constituer des zones d'influence autour du plateau iranien, capables de servir de tampon en période de tension. Les deux incursions extérieures notables ont été les raids sur Dehli (1739) et Tbilissi (1795). L'Iran n'a pas non plus gagné de conflits extérieurs, notablement pas celui avec l'Irak (1980-88)

⁴ Liban, Syrie, Irak, Arménie, Tadjikistan, Afghanistan, Yémen, Bahrein, Koweït.

nationaliste/conservateur au pouvoir et celle de la nouvelle classe moyenne ; de même, paraît peu prévisible le recours à un homme fort que pourraient être, par exemple : l'Amiral Ali Shamkhani, Secrétaire Général du Conseil suprême de Sécurité nationale, le Président de l'Assemblée du peuple Ali Larijani ou encore, le Général Qassem Soleymani, commandant de la Force Al Qods (et vainqueur de l'OEI en Syrie).

Enfin, malgré l'ubris anti-iranien du Congrès US, le lobbyisme des mouvements évangélistes américains en faveur d'Israël et le caractère irrationnel du Président Trump, force est de constater que les Etats-Unis ménagent à la fois leurs intérêts économiques (vente de céréales et de médicaments, programmes de recherches pétrolières) et l'équilibre régional au Moyen Orient. Ainsi, pour effectives qu'elles soient, les puissances régionales hostile à Téhéran (Israël, Arabie Saoudite et GCC) n'ont ni la capacité technique, ni l'autorisation américaine de s'en prendre frontalement à l'Iran.

Un risque de guerre ouverte apparaît donc improbable, ce qui ne signifie pas que, par volonté ou par accident, le recours à l'arme terroriste ne puisse pas avoir des effets dévastateurs⁵.

Deux options pour en sortir

L'Europe comme l'Iran ont intérêt à sortir de la crise et à valoriser leurs points communs : besoin de diversifier leurs appuis au Moyen Orient et leurs références islamiques envers les populations qui les concernent, besoin d'assurer une prospérité économique partagée, etc.

Les Etats-Unis peinent à sortir de la position où ils se sont enfermés depuis l'humiliation de la prise d'otage de l'Ambassade à Téhéran (4.11.1979 – 20.01.1981) et les résultats médiocres de leur politique au Moyen-Orient, depuis 15 ans ; depuis la dénonciation de l'accord le 8 mai 2018, les Etats-Unis semblent à nouveau durablement confinés dans une posture de rupture.

L'absence de reprise de dialogue risque de relancer les tensions directes entre l'Iran et le reste de la région, de libérer les actions hostiles des alliés traditionnels de l'Occident (Israël, Arabie) et d'avoir pour résultante une reprise de la pression terroriste. Le scénario constructif serait donc d'ouvrir un nouveau cycle de négociation en ayant assuré la participation active des Etats-Unis.

C'est le sens de la position française, telle que nouvellement définie par le Président Macron⁶, qui tente, par une position d'équidistance entre les deux parties principales, de légitimer le concept d'un renforcement et d'un élargissement de l'accord de 2015.

Cette position originale qui consiste à éviter la sortie de l'Iran du cadre légal de contrôle de ses activités nucléaires (« s'il y a retour à la dissémination, l'Iran sera indéfendable ») et de convaincre les Etats-Unis de ne pas laisser la zone sans arbitre crédible au soutien d'une solution durable, est fragile pour deux raisons : d'une part, la France ne veut ni ne peut affronter les Etats-Unis, ni se couper des pays du Golfe ; d'autre part, l'Iran ne peut à lui seul s'affranchir du blocus américain et ne peut donc offrir à la France (et aux pays qui la suivraient)

⁵ Voir la tentative déjouée d'attentat contre un rassemblement de Moudjahidines du peuple à Villepinte, le 30 juin 2018.

⁶ Conférence de presse à la Maison Blanche, 24 avril 2018 ; Discours du Président de la République à la XXVI^e Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs, 27 août 2018.

des opportunités à la mesure des sacrifices économiques et financiers qu'une position en conflit avec les USA pourrait déclencher.

Enfin, tant que des résultats tangibles et importants n'ont pas été assurés par la négociation on peut craindre une montée des tensions régionales, des conflits militaires locaux, et bien sur la réactivation dans toutes les parties en présence, des actions terroristes qui pourraient dépasser la région et atteindre l'Europe.

(Texte élaboré par Henry Marty-Gauquié)